

REVUE INTERNATIONALE DE PHILOSOPHIE

MIRI



Indexée par :



REVUE SEMESTRIELLE / N° 007 / DECEMBRE 2024

ISSN : 1987-1538

E-mail : revuemiri09@gmail.com

Tel. +237 6 99 56 34 79 / +223 94 61 09 74

Bamako - Mali

PRESENTATION DE LA COLLECTION

La Revue Internationale de Philosophie (Miri) est une collection périodique spécialisée du Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques (CARIS) et de ses partenaires dans le but de renforcer et d'innover la recherche en histoire de la philosophie, philosophie de la logique, philosophie du langage, métaphysique, épistémologie, philosophie des sciences, philosophie morale et politique, esthétique, philosophie du droit, histoire des idées, philosophie de l'environnement, théologie et en ontologie.

Les objectifs généraux de la revue portent sur la valorisation de la recherche Philosophique à travers le partage des résultats d'avancées scientifiques, l'innovation thématique, et la culture de l'esprit critique.

Son objectif spécifique est de redynamiser la production des thématiques pertinentes sur les réalités sociales africaines, les théories de la connaissance, la philosophie du développement, la philosophie des médias, la crise de l'identité de l'Afrique moderne, la philosophie de l'information et la pensée philosophique africaine.

EQUIPE EDITORIALE

Directeur de Publication

Pr Belko OUOLOGUEM (Mali)

Directeur Adjoint

Pr Sékou YALCOUYE (Mali)

• Comité scientifique et de lecture

Pr Mahamadé SAVADOGO (Professeur des universités, Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Yodé Simplicie DION (Professeur des Universités Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan),

Pr Jean Maurice MONNOYER (Professeur des universités Aix-Marseille I, France)

Pr Mounkaïla Abdo Laouli SERKI (Professeur des Universités Abdou Moumouni de Niamey)

Pr Samba DIAKITÉ (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Isabelle BUTERLIN (Professeur des universités Aix-Marseille I, France)

Pr Yao Edmond KOUASSI (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Akissi GBOCHO (Professeur des universités Félix Houphouët-Boigny, Cote d'Ivoire)

Pr Gbotta TAYORO (Professeur des Universités Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan)

Pr Blé Marcel Silvère KOUAHO (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Abdoulaye Mamadou TOURE (Professeur des universités UGLC SONFONIA, Conakry, Guinée)

Pr Jacques NANEMA (Professeur des universités Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Nacouma Augustin BOMBA (Maitre de conférences, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Ibrahim CAMARA (Maitre de conférences, ENSup, Mali)

Dr Souleymane KEITA (Maitre de Conférences, Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

- **Comité éditorial**

Pr Sigame Boubacar MAIGA (Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

Dr Siaka KONÉ (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Ibrahim Amara DIALLO (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Oumar KONÉ (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Amadou BAMBA (Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali)

Dr Eliane KY (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Samba SIDIBE (Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

M. Souleymane COULIBALY (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

- **Rédacteur en chef**

Dr Mahmoud ABDOU

- **Rédacteur en chef adjoint**

Dr Oumar MARIKO

- **Coordinatrice**

Dr Palaï-Baïpame Gertrude

- **Coordinateur adjoint**

M. Fousseyni BAGAYOKO

POLITIQUE EDITORIALE

La revue internationale de Philosophie (MIRI) est une revue qui paraît deux (2) fois l'année et publie des textes qui contribuent au progrès de la connaissance dans tous les domaines de la philosophie et des sciences humaines. Revue MIRI publie des articles de qualité, originaux, de haute portée scientifique et des études critiques.

« Pour qu'un article soit recevable comme publication scientifique, il faut qu'il soit un article de fond, original et comportant : une problématique, une méthodologie, un développement cohérent, des références bibliographiques. »

(Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur CAMES)

- ✓ La bibliographie doit être présentée dans l'ordre alphabétique des noms des auteurs.
- ✓ Classer les ouvrages d'un même auteur par année de parution et selon leur importance si des ouvrages de l'auteur sont parus la même année.
- ✓ Tous les manuscrits soumis à la revue MIRI sont évalués par au moins trois chercheurs, experts dans leurs domaines respectifs.
- ✓ Suite à l'acceptation de son texte, l'auteur-e s'acquitte des frais d'instruction et de publication avant poursuite du reste de la procédure.
- ✓ Un texte ne sera pas publié si, malgré les qualités de fond, il implique un manque de rigueur sémantique et syntaxique.
- ✓ Chaque auteur reçoit son Tiré à part dès la publication du numéro.
- ✓ Les droits de traduction, de publication, de diffusion et de reproduction des textes publiés sont exclusivement réservés à la revue MIRI.
- ✓ Après le processus d'examen, l'éditeur académique prend une décision finale et peut demander une nouvelle évaluation des articles s'il a des présomptions sur la qualité de l'article.

SOMMAIRE

Kadio Mathieu ANGAMAN

Crise environnementale et progrès technologique, vers une revendication de la philosophie des technologies.....1

Kizito Tioro KOUSSE

Endogénéisation de la science, développement, culture et sécurité au Burkina Faso.....16

MOTO NDONG François

La crise de l'immuabilité du discours chrétien, confronté à l'évolution irrémédiable du monde.....38

Katinan Timothée COULIBALY

Gouvernance et unité africaine chez Kwame Nkrumah.....63

Samba SIDIBE, Nouf SANOGO

La nature et l'homme : fondements philosophiques de l'impact de l'anthropisation.....82

Souleymane KEITA, Ibrahim Amara DIALLO

La tolérance religieuse, prolégomènes à la paix sociale chez Locke.....78

Mahmoud ABDOU

La désobéissance civile comme moyen de lutte pour la préservation des libertés et de l'État de droit chez Hannah Arendt.....117

Williams Hamed Mélarga OUATTARA

Le contrat naturel de Michel Serres : un défi au droit naturel.....142

Amenan Madeleine KOUASSI-EKRA

Les Mœurs et traditions africaines face à l'émergence de l'Homosexualité : entre rejet social et redéfinition de l'identité culturelle.....155

Yacouba TRAORÉ

La théorie du contrat social chez John Rawls.....168

GALA Bi Gooré Marcellin

L'invite platonicienne à l'union avec le divin : une solution à la médiocrité spirituelle en Afrique contemporaine.....184

Jean Joel BAH

Travail et vie de famille chez Marx : entre contraintes et émancipation de la
femme.....**200**

ENDOGENEISATION DE LA SCIENCE, DEVELOPPEMENT, CULTURE ET SECURITE AU BURKINA FASO

Kizito Tioro KOUSSE

Université Joseph KI-ZERBO, Département de philosophie-psychologie

ID ORCID : <https://orcid.org/0000-0002-1530-5419>

Mail : kousskizi@yahoo.fr

Tél : (+226) 76 29 88 79 (WhatsApp)

Résumé

L'objectif de cet article est de montrer que les armes de guerre sont importantes pour lutter contre le terrorisme, mais que les ressources culturelles, la bonne gouvernance ne sont pas à négliger. Le progrès technoscientifique est devenu la caractéristique des sociétés modernes. Il est, dans une certaine mesure, la solution au développement, aux problèmes classiques et émergents. La science, nous le savons, depuis sa fusion *théoria* et *technè*, a pour objectif de lutter contre les conditions misérabilistes. Pour ce faire, il revient à chaque société de développer la science, c'est-à-dire l'endogénéiser, à défaut, la domestiquer. L'endogénéisation de la science renvoie à la capacité de la développer soi-même à l'échelle locale. Domestiquer la science, c'est pouvoir maîtriser celle que les autres sociétés ont développée au point de les égaler, sinon les dépasser, si possible. Le Burkina Faso doit s'inscrire dans cette logique. L'endogénéisation et la domestication de la science s'appliquent aux pays dits en voie de développement, et principalement aux pays de l'AES, réunis en confédération ou en fédération. Les armes et tous les moyens sophistiqués de la guerre symétrique (classique) et asymétrique comme l'intelligence artificielle, les robots, les avions de chasse, les drones de guerre, sont des produits de la technoscience. On ne peut lutter efficacement contre l'insécurité dans un pays avec la science et la technique empruntées aux sociétés occidentales par incapacité ou mauvaise foi de les développer soi-même.

Mots clés : Science, sécurité, terrorisme, Burkina Faso, guerre, intelligence artificielle, culture, financement de la recherche scientifique.

Abstract

The objective of this article is to show that weapons of war are important in the fight against terrorism, but that cultural resources and good governance should not be neglected. Technoscientific progress has become the characteristic of modern societies. It is, to a certain

extent, the solution to development, to classic and emerging problems. Science, we know, since its fusion of theory and techne, aims to fight against miserable conditions. To do this, it is up to each society to develop science, that is to say, to endogenize it, or failing that, to domesticate it. The endogenization of science refers to the ability to develop it oneself on a local scale. Domesticating science means being able to master that which other societies have developed to the point of equaling them, if not surpassing them, if possible. Burkina Faso must follow this logic. The endogenization and domestication of science apply to so-called developing countries, and mainly to the AES countries, united in confederation or federation. Weapons and all sophisticated means of symmetric (classical) and asymmetric warfare such as artificial intelligence, robots, fighter planes, war drones, are products of technoscience. We cannot fight effectively against insecurity in a country with science and technology borrowed from Western societies due to incapacity or bad faith to develop them ourselves.

Keywords : Science, security, terrorism, Burkina Faso, war, artificial intelligence, culture, financing of scientific research.

Introduction

Les propositions d'alternatives à la crise sécuritaire vont presque dans tous les sens au Burkina Faso : mener la guerre, dialoguer, négocier, appliquer la justice transitionnelle en lieu et place de la justice classique, diversifier de partenaires, aller à la confédération et ensuite à la fédération des États, aller à la réconciliation, etc. Il y a donc des tiraillements qui influencent la construction de la sécurité, de la paix dans la société en crise. Ces tiraillements ont une influence négative sur la lutte contre le terrorisme armé. Pendant que les propositions foisonnent à l'échelle des débats, souvent teintés d'atonie intellectuelle d'une part, et de clairvoyance d'autre part, la crise sécuritaire continue avec des variations entre amplification et victoires sporadiques. Pourtant, il faut gagner la guerre. Elle sera gagnée ; mais quand, comment et avec qui ?

Le nœud gordien de la lutte contre l'insécurité demeure la question des moyens adéquats que sont les armes de guerre, de la logistique congrue. Le manque de moyens est l'expression patente du déficit en moyens scientifiques en art de la guerre, au point de laisser entrevoir que la sécurité est inhérente à la dynamique mondiale du progrès technologique. La cruauté de la guerre rend la sécurité et la paix urgentes. Dans son ouvrage « De guerre en guerre. De 1914 à l'Ukraine » paru en 2023, E. Morin (2023, p. 86) écrivait que « « plus la guerre s'aggrave, plus la paix est difficile, plus elle est urgente ». C'est la science qui invente et innove les outils de la guerre pour répondre à l'urgence de la paix ; il est donc légitime pour nous d'établir un rapport étroit, c'est-à-dire une consubstantialité entre la science et la lutte contre l'insécurité, et par ricochet, pour la lutte en vue du développement et du maintien de la paix. Lutter contre l'insécurité (le terrorisme) et ne pas promouvoir le développement que nous appelons « l'épanouissement congrue des populations », c'est commettre une faute et non une erreur. Pour ce faire, il faut adapter les prouesses technoscientifiques aux réalités afin d'éviter la chute exponentielle des valeurs sociales.

La culture est le pont qui permet de détruire les cloisonnements identitaires afin de construire une identité de la communauté nationale qui consiste à faire humanité avec les autres et la nature. C'est dans ce contexte que s'inscrit notre sujet : « Endogénéisation de la science, développement, culture et sécurité au Burkina Faso ». Faire de la science le seul moyen indépassable pour lutter contre le terrorisme au Burkina n'est-il pas suicidaire ? L'homme moderne pense que la science peut donner la sécurité à une société en insécurité, en proie au terrorisme armé.

Comme hypothèse, on partira du postulat, d'une part, que tant que les africains ne cessent pas d'être des acheteurs et des consommateurs, voire des surconsommateurs des inventions des sociétés industrialisées, ils seront toujours exposés à des crises commandées et imposées par de grandes puissances. D'autre part, nous soutenons que la science peut être une des solutions, mais pas la solution absolue à l'insécurité. En effet, si l'insécurité est possible, pourquoi la sécurité, la paix, la cohésion ne le seraient pas. La dimension anthropologique est aussi un élément à injecter dans les perspectives de solutions. La bonne gouvernance est un socle de la sécurité d'une nation. L'apport de la science dans la lutte contre l'insécurité veut dire en filigrane qu'il faut tuer des êtres humains pour vivre en sécurité et en paix. Tuer celui qui tue ou ceux qui tuent afin d'être en sécurité. Par conséquent, il faut s'armer jusqu'aux dents avec des produits technologiques mortifères de dernière génération.

Notre approche méthodologique est analytique, c'est-à-dire qu'elle consiste à analyser l'apport de la science pour montrer qu'elle peut apporter sa part contributive, mais qu'elle n'est pas l'horizon indépassable de la solution face au terrorisme armé. S'agissant du « Rôle des techniques et des sciences », J. Ki-Zerbo (2008, p. 69) affirmait qu'« ici encore il s'agit d'un facteur ambivalent, car toutes les techniques n'ont pas favorisé le progrès en Afrique ; les armes de feu ont mis fin à l'empire de Gao ». C'est ainsi que notre approche méthodologique va procéder à une analyse de l'apport de la science et d'autres solutions qui transcendent les apports purement technoscientifiques. Pour ce faire, sur la base de la philosophie, comme activité d'élucidation par excellence, nous allons, premièrement, chercher à comprendre l'essence de la science en mettant en lien l'épistémologie, la science et le technosolutionnisme. Deuxièmement, nous allons poser en quoi l'apport de la science est essentiel dans la lutte contre l'insécurité, mais qu'il existe aussi des solutions efficaces qui transcendent la science. Les solutions qui transcendent les apports de la science seront vues sous l'angle de la culture, de la bonne gouvernance afin d'éviter les germes d'autres crises dans l'avenir.

1. Épistémologie, science et technosolutionnisme

Dans le contexte des sociétés modernes, c'est la physicalisation des mathématiques, ou encore, la mathématisation de la physique qui a rendu possible le développement technologique. Parler de la science, revient à une élucidation épistémologique de la notion, de ses acceptions complexes et de ses applications. La science est un facteur d'hétérogénéité dans la gestion des problèmes de la société, d'hétérogénéité des situations de vie et des conditions de vie. Les différentes formes de crises font ressortir le contraste entre la maîtrise de la science et l'absence

de sa maîtrise. La maîtrise ou la non maîtrise de la science révèle et conditionne la position sociale et la condition humaine. Plus on la maîtrise, plus on améliore nos conditions de vie. D'un point de vue philosophique, épistémologiser, c'est aussi analyser, critiquer les conceptions que les différents acteurs ont de la technoscience, les différentes manières de produire, de valoriser, d'utiliser, d'encadrer les différents savoirs scientifiques afin de cerner le sort de l'homme dans les artefacts.

Après tout, le recours à la science, pour répondre aux différentes crises est un technosolutionnisme, un enfermement techniciste qui n'est rien d'autre qu'une exosomatization. L'appel à la science est une conséquence du capitalocène, car les objets scientifiques sollicités sont en même temps une valorisation économique des industries capitalistes du monde des affaires. Pire, en ce qui concerne les africains, les outils de l'art de la guerre qu'ils achètent sont fabriqués, jusqu'à preuve de contraire, par ceux qu'on appelle les impérialistes.

1.2. Crise sécuritaire et révélation du niveau de maîtrise de la science dans une société

La crise sécuritaire est une sorte de révélation du manque de maîtrise de la science moderne, révélatrice de la position sociale qui est celle du faible. L'absence de maîtrise de la science à l'échelle endogène a fait que le terrorisme a transformé les fissures en fractions sociales, régionales ; l'injustice face à la mort, face à l'habiter terre mère en temps de crise sécuritaire offre l'illustration la plus cruelle. Le développement de la science par chaque État, en collaboration entre États est une impérieuse nécessité. La science, lorsqu'elle est maîtrisée, permet de résoudre certains problèmes soi-même. A. Mbembe (2021, p. 6) a vu juste lorsqu'il dit qu'« il y a des questions que l'Afrique devra régler seule, d'elle-même ». Il s'agit de quitter définitivement « la natte des autres », ou de cesser de dormir sur « la natte des autres », selon l'expression de Joseph Ki-Zerbo (1992). La science est un bien public qui rend des services d'intérêts publics lorsqu'elle est utilisée raisonnablement. La science est efficiente lorsque l'on la maîtrise soi-même. C'est pourquoi l'endogénéisation de la science permet de sortir définitivement de l'orphelinat scientifique.

Les pays du Sahel font face à des changements politiques qui affectent négativement le continent africain dans son ensemble. La région du Sahel a une longue histoire de vulnérabilité, en raison de la sécheresse, du changement climatique ainsi que des mouvements de personnes qui ont entraîné à des frontières poreuses en raison du manque de légitimité des frontières établies et de la faiblesse générale des institutions de l'État. Dans ce contexte fragile et instable, les organisations extrémistes violentes ont étendu leurs influences, ambitions, capacités de nuisance

ainsi que leur portée géographique au Sahel, générant un arc d'instabilité à travers une zone d'intérêt stratégique pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord. (Y. Tobi, 2020, p. 1).

La science se développe ou se paie afin de ne pas regretter amèrement de ne l'avoir pas développé, domestiqué, ou acheté. Par conséquent, pour les pays qui n'arrivent pas à endogénéiser ou à domestiquer la technoscience, ils sont obligés de la payer, de l'acheter ou ils paient cash. Payer, c'est donner de l'argent à quelqu'un (ou tout autre bien précieux : or, diamant, stocks de gisements) en échange de quelque chose, d'un bien, d'un service etc. Acheter, c'est acquérir un bien ou tout autre chose, comme les armes sophistiquées par exemple, contre paiement. Lorsque la science n'est pas endogénéisée ou domestiquée, elle est objet de dépenses titanesques, de perte d'argent pour ceux qui la paient auprès des grandes puissances.

Aux antipodes, investir dans la recherche scientifique à l'échelle locale, c'est éviter de perdre inutilement de l'argent en enrichissant les autres, notamment les grandes puissances en achetant leurs armes et leurs produits manufacturés. Ceux que l'on appelle les impérialistes se remplissent les poches avec l'achat des armes des autres peuples. Capitalisme, intérêts économiques et technoscience sont inséparables. L'impérialiste ne va jamais offrir le « bâton » aux africains pour lutter contre l'impérialisme.

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, en 2018, la somme des allocations budgétaires des pays du G-5 Sahel en matière de défense atteint 1,2 milliard d'euros en 2018. Les dépenses militaires du Mali s'élevaient à 495 millions de dollars, celles du Burkina Faso à 312 millions, celles du Tchad à 232 millions, celles du Niger à 229 millions et celles de la Mauritanie à 159 millions, en 2018. (B. Dakono, 2022, p. 22).

Pour éviter le développement des conditions misérabilistes, des instabilités, des fragilisations et des vulnérabilisations, et qu'elles ne deviennent des défis majeurs dans les années à venir, il faut maîtriser la science. C'est dans ce contexte que J. Ki-Zerbo (2008, p. 69) écrit : « Il faut bien sûr écarter le préjugé débile de l'incapacité des Africains en matière d'invention technique et scientifique ». La condition pour que l'armée d'un pays soit véritablement crainte passe par l'endogénéisation et la domestication de la technoscience de la guerre. L'armée d'un pays qui ne maîtrise pas la technologie de guerre ne peut être une armée opérationnelle et crainte. Ses secrets militaires sont connus par les fabricants qui sont malheureusement et majoritairement les impérialistes, que sont les pays scientifiquement développés.

La science moderne se présente comme le rempart, le bouclier. Jadis considérés comme des adeptes du misonéisme, c'est-à-dire allergiques à la nouveauté, hostiles au changement,

donc au progrès, les africains ont amorcé aujourd'hui des mutations diverses de leurs sociétés grâce à la science. Il faut une psychanalyse de la science moderne, mais aussi et surtout une psychologisation de celle-ci. La science, chevillée à la philosophie de par son ipséité, l'indispensabilité de la vigilance épistémologique au succès des solutionnements des préoccupations brûlantes de l'heure est indéniable, puisqu'elle inscrit la philosophie dans l'horizon du renouveau de la société, dans l'horizon des perspectives opératoires et émancipatoires. Par conséquent, les dirigeants ont l'obligation d'écouter le philosophe. « Mais pour être écouté, il a à se conformer au mode de philosopher écoutable, susceptible d'être écouté par le dirigeant destinataire des idées du philosophe. » (E. P. Ngoma-Pinda, 2017, p. 179). Lorsqu'il n'est pas écouté, alors que ses propositions et discours sont substantiels, le peuple se chargera de les porter, d'obliger à leurs applications. Le philosophe lui-même peut y arriver par le courage civique, à condition de cesser d'interpréter, de ruminer, de plagier, de citer à tout bout de champ les pensées des philosophes occidentaux qui n'ont fait que réfléchir sur les réalités de leurs sociétés, leurs intérêts, leurs expériences dans des contextes précis. Il faut éviter de tout rejeter dans les réflexions des penseurs occidentaux car la sagesse n'a pas de frontière. Philosophes de tous les pays africains, pensez pour servir les intérêts de l'Afrique et de l'humain dans le monde.

Les États du Sahel font face à des défis sécuritaires liés à l'extrémisme violent sans précédent des terroristes armés. Les divers groupes armés djihadistes y opèrent en combattant les représentations étatiques, en tuant des soldats et leurs supplétifs, des personnalités religieuses, des fidèles, des civils etc. « L'intensification de la violence, qui est perceptible dans la région depuis près d'une décennie, est avant tout la conséquence de la fragilité des États du Sahel » (B. Dakono, 2022, p. 9). L'incapacité des dirigeants arrivés au pouvoir par des élections à lutter contre la montée des groupes djihadistes a engendré des coups d'État avec le prétexte de lutter efficacement contre le terrorisme avec les militaires au pouvoir. Le problème majeur auquel les militaires ont dû faire face après leur arrivée au pouvoir par infraction et effraction est le manque d'armements suffisants et sophistiqués. Il s'agissait donc d'un manque de moyens techniques à la hauteur de la puissance de feu des djihadistes en face et de leurs modes opératoires fluctuants. Une autre insuffisance est le déficit en ressources humaines qualifiées. L'armée avait été désarçonnée jusqu'à sa moelle épinière. Constatons que pour bien profiter des bienfaits de la science, en plus des outils techniques, des artefacts, il faut des ressources humaines qualifiées pour les utiliser.

1.3. Science, sécurité et partenariats Nord-Sud : la résurgence des rivaux de la guerre froide

La lutte contre le terrorisme armé dans les pays du Sahel, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger (les pays de l'AES) s'enracine dans la défaite politique. Aujourd'hui, avec l'AES, la lutte contre le terrorisme est aussi une mise à mal des politiques de grandeur, d'ordonnateur des anciennes métropoles et certaines puissances occidentales comme la France en ce qui concerne les pays de l'AES. Il faut le rappeler, « l'histoire propre d'une colonie n'est pas une histoire spécifique et se mélange à l'histoire du colonisateur ». (S. L. Boulbina, 2007, p. 18).

L'arrivée au pouvoir de la triade Goita, Traoré et Tiani (la GTT) sonne comme une mise au grand jour des mensonges liés aux fausses indépendances et souveraineté, mais aussi la mise en lumière que les présidents africains, démocratiquement élus, étaient en réalité des présidents prétendument démocrates pour la plupart dans les pays africains de domination française. « On ne peut espérer un développement endogène dans ces conditions d'immixtion exogène ». (K. T. Koussé, 2022, p. 274). Les obstacles imposés aux achats des armes sont l'expression de l'entêtement dans la volonté de puissance aveugle d'un pays comme la France. Le néocolonialisme, expression de la continuité de la folie de grandeur de la France et autres puissances prend un coup : l'ère des présidents fantoches sur la base des vénalités avec la métropole est à son crépuscule. Cette histoire des prés carrés d'une telle puissance occidentale en Afrique est en train d'être battue en brèche. Avec l'AES, « c'est la défaite de l'Occident » (E. Todd, 2024, p. 20). Sans faire l'apologie des coups d'État que nous condamnons, ceci nous amène à dire que « l'alternative entre coups d'État et démocratisation invite ainsi à réfléchir non seulement sur les éléments de rupture, mais également sur les continuités de dynamiques politiques de longue ou de moyenne durée. ». (R. Ciavolella et M. Fresia, 2009, p. 8).

Les politiques au lendemain des indépendances en Afrique ont marginalisé le développement de la science endogène. On assiste à des discours de politiques de développement sans discours de politiques scientifiques véritables.

Libéralisme aidant, les États sont un peu partout portés à réduire leur intervention. On attend le progrès, non plus des découvertes de la science, mais de l'innovation des entreprises ; et le bien-être de chacun non de la planification, mais du libre jeu du marché. En Afrique, cette désaffection de la science (et de l'éducation) s'inscrit sur fond de crise économique brutale, et durable. (R. Waast, 2002, p. 12).

Ce comportement justifie à souhait ce que dit Henri Atlan :

la vérité scientifique est, elle aussi, un ornement du réel. Elle nous éclaire certes, mais nous la fabriquons pour cela comme une enluminure ou un beau lampadaire. Celui de la blague, au-dessous duquel on cherche dans la nuit ce qu'on a perdu probablement ailleurs, parce que c'est le seul lieu où il y a de la lumière. (H. Atlan, 1986, p. 25).

Les partenariats entre l'Afrique et les puissances industrielles du monde se font avant tout sur la base du niveau de la maîtrise de la technoscience. C'est un jeu entre détenteurs de la technoscience et dépourvus de technoscience. Le niveau de maîtrise de la technoscience détermine l'équilibre ou le déséquilibre dans les rapports de partenariat. L'Afrique est l'objet incontestable d'attractivité. Tous les secteurs et domaines d'activités sont convoités par les partenaires parce que l'Afrique est le continent de toutes les opportunités, mais des opportunités où les grandes puissances sont les gagnantes. L'opportunité n'est pas forcément profitable car, elle peut désigner ce que l'on a gagné, ou que l'on gagne à vil prix, ce qui a été bradé sous la pression des urgences économiques, sociales. Pourquoi les grandes puissances sont gagnantes et l'Afrique perdante dans les partenariats ? : c'est parce que l'Afrique est en manque de développement scientifique pour s'auto-développer. Le continent africain est devenu le nouveau centre du monde au regard de la diversité et de l'abondance des secteurs à enjeux de grande envergure comme l'économie, l'industrialisation, la santé, l'environnement, l'éducation, la sécurité armée et alimentaire, l'énergie, la question des villes intelligentes, donc de la science de la rationalité algorithmique entre autres.

Il ne faut pas se faire d'illusion, la guerre au Sahel remet en mouvement la tectonique des plaques géopolitiques. La guerre au Sahel est « La guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires » (B. Tertrais, 2023), la revanche du bloc de l'Est sur celui de l'Ouest pendant la guerre froide. C'est une guerre armée dans le Sahel, mais en réalité, elle est une guerre d'influence, de démonstration de la maîtrise de la science, de l'art de la guerre, de la puissance armée, économique, et le tout dans un esprit de revanche. Celui qui avait eu le dessous pendant la guerre froide reprend l'avantage aujourd'hui. La guerre en Ukraine est aussi une illustration de l'opposition entre les anciens blocs de la guerre froide. Comme le souligne Bruno Tertrais (2023),

La guerre des mondes a commencé. Cette guerre se jouera de l'Ukraine à Taiwan, des fonds marins à l'espace extra-atmosphérique, dans les mines de lithium et dans le cyberspace. Elle sera longue et opposera non pas deux blocs, mais une famille occidentale, plutôt libérale, à une famille eurasiatique autoritaire.

La concurrence est rude entre les pays rivaux de la guerre froide au regard des enjeux géopolitiques et politico-économiques. Les partenariats entre l'Afrique et les puissances

extérieures sont très anciens, donc ils ne sont pas des faits nouveaux. Mais ils se sont intensifiés vers les années 1990, c'est-à-dire, pour ceux qui connaissent l'histoire, vers la fin de la guerre froide. Avant cette période, la France et l'Europe étaient les partenaires privilégiés, principalement dans les anciennes colonies de la France pour ce qui nous concerne (Burkina Faso) en tant que pays ayant été colonisé par la France. Même la lutte contre le djihadisme terroriste dans le Sahel était l'affaire de la France :

À la suite du sommet de Pau, une autre rencontre des Chefs d'État du G-5 Sahel et de la France s'est tenue le 09 juillet 2021. Cette rencontre devait évaluer la situation sécuritaire au Sahel et définir le nouveau format de la lutte anti-terroriste. Le Président français a souligné, à cette occasion, que la présence militaire française au Sahel s'articulera autour de deux missions fondamentales : la première, la poursuite de la neutralisation et de la désorganisation du haut commandement de l'EIGS et d'AQMI avec ses alliés dont le GSIM ; la seconde mission quant à elle est relative à l'appui à la montée en puissance des armées de la région et de la Task force Takuba. (B. Dakono, 2022, p. 22).

Mais avec la montée en puissance de la Chine, de la Russie en Afrique, la situation est en train de s'équilibrer, battant en brèche le monde unipolaire, bipolaire au profit d'un monde multipolaire. La Chine et la Russie ne sont pas des acteurs nouveaux sur le continent africain, mais l'ampleur et la nature des relations ont diamétralement changé, avec une ascendance apodictique de la Russie et de la Chine qui se sont développées scientifiquement avant de signer leur retour en force en Afrique sub-saharienne. L'AES, l'Alliance des Etats du Sahel qui regroupe le Mali, le Burkina Faso et le Niger est aussi une zone de frustration pour la France parce que la Russie et la Chine sont accueillies dans ces pays avec un renforcement des partenariats. La Confédération Alliance des États du Sahel créée en 6 juillet 2024 vient compliquer la situation aux partenaires privilégiés d'hier. La sovietophobie occidentale muée en russophobie occidentale ainsi que la sinophobie occidentale sont devenues palpables. Comment continuer les partenariats avec les pays de l'AES où la Russie, même en tâtonnement diplomatique, semble affirmer la crédibilité de sa puissance et de son influence dans le monde ? Cette question révèle que la présence française a été un fiasco hideux et honteux pour la France elle-même car, sa présence et son arsenal d'armes hypersophistiquées sur les sols des pays du Sahel n'ont pas pu éviter l'enlisement dans la crise sécuritaire, alors que la Russie, en réponse avec son partenariat après les coups d'États engrange des résultats dans la lutte contre l'insécurité dans lesdits États, et ce, nonobstant la guerre en Ukraine. C'est là où se situe le dilemme totémique de la France, la désormais ex partenaire privilégié. Cela fait mal, surtout, lorsqu'il s'agit de la Russie, le camp du bloc opposé pendant la guerre froide. Malgré la présence

militaire française avec des armes de guerre de dernière génération, l'insécurité liée au terrorisme n'a cessé de gagner du terrain dans les pays concernés, et ce, pendant des années. Le motif pervers est que la France n'intervient pas sur le terrain, mais intervient en appui aérien, en renseignements, dans la neutralisation des chefs terroristes. Les modalités du partenariat étaient perverses et mortifères, mais signées tout de même. Les armées des pays appartenant à l'AES aujourd'hui étaient improductives face aux groupes terroristes en dépit de la présence française. Mais avec la contribution de la Russie, il semble que les armées nationales arrivent à faire face aux groupes terroristes grâce aux équipements militaires acquis auprès de la Russie et autres partenaires. En plus des armes, il convient de penser le recours aux ressorts culturels de pacification de la société ainsi que la bonne gouvernance.

2. Culture endogène, bonne gouvernance et lutte contre l'insécurité

Opter exclusivement pour la guerre armée comme solution à la crise sécuritaire, c'est amener l'esprit de guerre, le bellicisme à submerger les esprits. La culture se présente comme le moyen qui permet de résister à l'esprit de guerre, de désarmer les esprits chargés de haine. Il faut connaître la science dans son essence : elle ne peut pas tout résoudre. Le réel concret qui est son objet de prédilection lui impose des chaînons manquants dans le processus d'intellection. La science ne peut donc pas être la solution thaumaturgique à tout. On comprend pourquoi Charles Zakarie Bowao (2023, p. 37) n'a pas manqué de dire que « le principe logique de la raison suffisante se révèle insuffisant devant la multiplicité des causes premières et l'infinité des effets secondaires. ». Au plan de la technique, la science est une puissance qui oblige à penser la « Fragilité de la puissance ». (A. Gras, 2003). C'est à partir des limites de l'apport de la science à l'insécurité, au terrorisme armé que nous mettons en lumière les valeurs culturelles, la bonne gouvernance et la recherche comme des perspectives de solutions également.

2.1. La force de la culture et les limites de la science en contexte d'insécurité

La paradigmatisation et la réparadigmatisation, le continuisme discontinuiste et le discontinuisme continuiste sont caractéristiques de l'activité technoscientifique malgré sa performativité innovante de plus en plus accrue. Que peut la technoscience contre ceux qui ont l'intelligence de prospérer en temps de crise, de guerre, d'insécurité comme celle que le pays des hommes intègres traverse ? La technoscience, activité prédictive par excellence, ne peut prévoir que des politiciens vont négocier avec des terroristes en les finançant afin de pouvoir

organiser des élections, c'est-à-dire leur élection ou réélection. L'intelligence artificielle, quelle que soit son intelligence, ne peut prédire les intentions d'embourgeoisement de la hiérarchie militaire sur le dos des troupes aux différents fronts, ni régler les mésententes entre les différents corps de l'armée. De toutes les façons, l'intelligence artificielle, c'est l'homme qui l'invente, qui l'allume, la commande, l'éteint, la range, et la réallume en cas de besoin. La science ne peut pas connaître les intentions de ceux qui sont au pouvoir : utilisent-ils la crise sécuritaire pour se maintenir au pouvoir selon le temps qu'ils souhaitent ? Une chose est sûre, c'est que certains sont venus au pouvoir du fait de l'insécurité, d'autres ont accédés à des postes de haut niveau « grâce » à la même crise sécuritaire. Elle se présente comme le moyen d'amélioration sensible de leur condition de vie, ou, en tout cas, de l'élévation de la cote de leur CV. Comme quoi, nous n'avons pas la même perception de l'insécurité, du terrorisme, des crises. La crise sécuritaire est visiblement une opportunité pour beaucoup, et c'est là où le bât blesse. Il ne faut pas se faire d'illusion, le pays des hommes intègres ne signifie pas que tous les citoyens de ce pays sont intègres. Il s'agit de travailler à inculquer les valeurs d'intégrité au maximum de burkinabè, de travailler à amener le maximum de burkinabè à faire humanité avec tous les burkinabè et le Burkina Faso. Par quel moyen ? : la culture. La transformation qualitative des femmes et des hommes d'une nation passe par la culture, substrat de la cohésion sociale et antidote contre la déshérence des générations futures de la nation. Pendant que la science moderne est faite pour le Produit National Brut et le Produit Intérieur Brut, la culture quant à elle est faite pour le Bonheur National Brut. Au plan culturel, une seule phrase peut suffire pour que tous les protagonistes déposent les armes, et mieux, demander pardon en dénonçant leurs manipulateurs.

S'il faut façonner tout l'espace par les artefacts technoscientifiques, il faut également songer à façonner tout l'homme en humanité. Le technosolutionnisme est source de cécité qui empêche de faire des projections de l'émancipation, de la souveraineté dans le futur. Le tout technique est une forme d'enfermement, disons, d'autoséquestration dans la caverne de la technoscience. Rien que la technoscience comme solution à l'insécurité, au retour de la paix, est une promotion des thanatosolutions. En Afrique, les valeurs culturelles n'admettent pas la culture de la mort. Par conséquent, la culture permet d'éviter le cercle vicieux du manichéisme.

Le manichéisme se propage et se développe dans le sillage du réductionnisme. [...] Il faut donc pour l'ennemi que notre société soit la pire, et que ses ressortissants soient les pires, pour qu'il soit justifié dans son désir de meurtre et de destruction. Il advient alors que, menacés, nous considérons comme le pire de l'humanité l'ennemi qui nous attaque, et nous entrons nous-mêmes plus ou moins profondément dans le manichéisme. (E. Morin, 2019, p. 44).

La culture est l'art de bonification morale du moi, et parallèlement, « une généralisation progressive du moi » (A. Honneth, 2010, p. 94). La culture fait passer de l'individu atome à l'esprit de communauté. La culture est une forme d'éducation à la vie morale de l'ensemble d'une société donnée. La crise sécuritaire est la manifestation de la mise à mal des valeurs culturelles. Il n'y a pas à désespérer car, la crise sécuritaire est l'occasion de rendre les valeurs culturelles endogènes plus efficaces, efficientes et innovantes à jamais. C'est en vertu des cultures endogènes comme socle de la sécurité, de la cohésion et de la paix que nous nous devons de les protéger, de les vivre, de les promouvoir par un financement conséquent et les faire monter de cran en cran dans les pratiques individuelles et collectives. La culture est l'arme endogène contre toutes les formes d'insécurité et de péril social, d'où l'impérieuse nécessité de les intégrer dans l'éducation dans les familles, les écoles, les universités, mais aussi à travers les supports numériques à l'intérieur du pays. Cela se justifie d'autant plus que les réseaux sociaux par exemple n'ont pas le même contenu partout dans le monde.

Cette science doit s'expliquer sur ses valeurs et sur ses pratiques. Elle le doit d'autant plus vite qu'elle est aujourd'hui instrumentalisée par tous les camps : rempart contre l'obscurantisme pour les uns, outil au service de la foi pour les autres (qu'on peut consommer, mais à la création duquel il est malséant de s'attacher). (R. Waast, 2002, p. 44).

Charles Renouvier (1904, p. 85) ne disait-il pas que « la Science, si elle réalisait les espérances que beaucoup ont fondées sur elle, deviendrait une Excellente école d'abêtissement », en sorte que « la vraie science doit rester théorique » ». Le rapport culturel à la science discipline l'usage de la science par l'homme. Le rapport culturel à la science favorise la bonne répartition des bénéfices de la science et du développement.

2.2. La bonne répartition des bénéfices de la science et du développement

Le passé d'une nation, qu'il soit lointain ou proche, demeure son histoire, un pan essentiel de son histoire selon le degré des événements qui ont émaillé ce passé. Connaître son histoire est donc essentiel pour comprendre les événements du présent. M. Heidegger (2001, p. 20) n'hésite pas à considérer avec insistance que

Comprendre l'histoire ne peut signifier rien d'autre que nous comprendre nous-mêmes, non pas au sens où nous pourrions constater ce qu'il en est de nous, mais en ceci que nous apprenons ce en quoi nous sommes redevables. S'approprier son passé, cela signifie se savoir soi-même en dette vis-à-vis de ce passé.

La crise sécuritaire fait invoquer et convoquer la science comme solution. Or, c'est la mauvaise répartition des bienfaits de la science qui a conduit en partie à la crise sécuritaire. La crise sécuritaire est une manifestation, non seulement de la mauvaise répartition des fruits de la science du point de vue économique, mais aussi de la mauvaise répartition du système socio-sécuritaire au plan militaire. On a pris du plaisir à appeler des zones « les zones les plus reculées du pays », pendant que par élan de commisération, certains défenseurs des causes perdues appellent ces zones « le pays réel ». Dire « les zones les plus reculées » du Burkina Faso, c'est dire qu'elles sont abandonnées à elles-mêmes, qu'elles sont condamnées à ne pas être un eldorado. Même en pondérant par « zone reculée », on se rend compte que l'appellation dépend du degré d'abandon de la zone par l'État central. Or, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a été précis : « les partis politiques doivent développer des projets de société et des programmes en conformité avec les valeurs, les normes et les principes démocratiques bannissant toute logique discriminatoire d'ordre religieux, ethnique, régionaliste ou sexiste. » (CSAO, 2005, p. 18).

Décidemment, la politique en Afrique est devenue la source paradoxale des inégalités sociales et territoriales en répartition du bien commun. Le moment est venu pour nous d'être clairs avec les politiciens de tout bord et de tous poils. On ne peut pas avoir la sécurité, la stabilité dans une société où les inégalités sont protégées, entretenues, voire innovées par la gouvernance en général, et les politiques en particulier. Un pays où la liste des gagnants est arrêtée, une société où ceux qui ont accès aux gros marchés et aux postes de haut niveau de responsabilité sont circonscrits par enrôlement discret d'avance, ne peut espérer une sécurité durable. La longévité du pouvoir d'un tyran diffère la crise, mais ne l'éradique pas. En plus, « un idéal de consommation, de supermarchés, de gains, de productivité, de PIB ne peut satisfaire les aspirations les plus profondes de l'être humain qui sont de se réaliser comme personne au sein d'une communauté solidaire ». (E. Morin, 2019, p. 45). La gouvernance qui crée des conditions misérabilistes, le désenchantement, la paupérisation est à bannir. Les populations paupérisées sont des Migrants Internes Quittés par leur Pays (MIQP), leurs dirigeants. Ils sont perpétuellement en situation d'encampement sans camps. Les PDI (Personnes Déplacées Internes) d'aujourd'hui, prétendument secrétés par le terrorisme, ont pour ancêtres les MIQP. C'est défigurer la notion de pays. Pour le citoyen, le pays est l'espace de vie où il trouve ceux dont il a besoin pour sa subsistance, sa sécurité à tous les niveaux (physique, alimentaire, sanitaire, moral, psychique) et qu'il est prêt à défendre, et souvent au prix de sa vie au besoin. L'État, c'est de veiller à l'ensemble des conditions dont les citoyens ont besoin pour subsister,

pour être à l'aise, pour s'intégrer dans la société. L'État n'est pas qu'une institution, il est avant tout un service rendu à la communauté ; l'État est une structure dont se sont dotés les citoyens pour assurer des fonctions qui permettent à chacun de vivre dignement. L'État doit toujours être le soubassement qui permet aux citoyens de son ressort de vivre dignement. Sans conteste, la mauvaise gouvernance est naturellement source d'insécurité, d'instabilité, de séditions. C'est ce qui engendre des soulèvements du peuple contre le président, contre le gouvernement et contre tous ceux qui sont proches du pouvoir. La mauvaise gouvernance est une forme de confiscation des libertés car elle empêche les populations paupérisées de faire ce qu'elles pourraient faire pour éviter la vulnérabilité. En nous tenant strictement à ce fait, la mauvaise gouvernance secrète la vulnérabilité et l'entretient. Dans ces conditions, on peut dire avec A. Malm (2020, p. 138) que « l'art à maîtriser ici est celui de la violence politique contrôlée », au lieu d'incarner « le surmoi tyrannique léniniste » (M. Fisher, 2022, p. 64). En cherchant des solutions à une crise, une guerre, à l'insécurité, il faut penser à l'après-guerre également pour éviter que la crise ne s'aggrave sous une autre forme dans l'avenir.

2.3. Les germes des crises futures dans la crise sécuritaire et ses formes de résolutions

Nous abordons ici nos résultats et nos perspectives. Que deviendra le Burkina Faso post-terrorisme ? Un havre de paix ? Une puissance militaire et économique dans la sous-région ? dans le monde ? Un pays ordinaire sous-développé et dominé comme il l'a été de par le passé ? Y aura-t-il une rupture radicale entre ce que les impérialistes occidentaux ont voulu que soit le Burkina (et chaque pays de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel) et les ambitions de désassujettissement et de développement endogène du peuple ? L'AES pourra-t-elle s'imposer à la logique de la multipolarité ? Ces questions ont été formulées pour montrer l'ampleur de ce qui attend les burkinabè après la crise. Par conséquent, il faut éviter de dire que le pouvoir ne doit pas échouer, n'a pas droit à l'erreur, mais il s'agit de prendre conscience que nous n'avons pas droit à l'erreur, nous n'avons pas à échouer quels que soient les acteurs au pouvoir. Il ne s'agit pas d'interdire la critique au profit de la pensée unique, mais de regarder dans la même direction idéale.

Une page de l'histoire du Burkina Faso est en train de s'écrire avec la crise sécuritaire actuelle liée au terrorisme à condition que les acteurs n'échouent pas. Les acteurs, c'est nous tous, chacun jouant son rôle où qu'il se trouve. **A la question « l'Histoire finit-elle par se répéter, sans cesse se répéter, au point de perpétuellement nous échapper ? » du**

journaliste Michel Djian, Edgar Morin à qui la question est adressée dans un entretien

répond : « l'Histoire ne se répète pas vraiment mais elle reproduit systématiquement les mêmes vices, les mêmes horreurs, le pire c'est l'aveuglement. » (E. Morin, 2023b). La guerre et ses morts succèdent aux iniquités, aux injustices, aux clivages abyssaux, mais se poursuivent dans l'après-guerre par la division, la volonté de vengeance, la haine de chacun contre chacun, la haine de chacun contre tous, et de tous contre chacun. Après la guerre, il y a toujours la guerre des blessures, sources de crises post-crise. Ce qui précède la guerre, le préalable de la guerre, succède à la guerre. C'est cette complexité de l'incertitude, de l'imprévu qui nous oblige à penser l'avenir de la société en crise sécuritaire.

La nécessité d'adopter de nouveaux outils conceptuels et intellectuels pouvant tenir compte de la complexité, du désordre, de l'incertitude et de la contradiction s'inscrit dans un mouvement général de prise de conscience intellectuelle qui a vu le jour en science. Les nouvelles approches pour expliquer les systèmes complexes naturels et sociaux dans divers domaines des sciences pures et appliquées prônent une ouverture et une créativité qui permettent d'accomplir un passage du simple au complexe et un transfert de la structure au processus. Une telle évolution marque un changement de paradigme dans la pensée scientifique. (G. C. De Langavant, 2001, p. 10).

John Maynard Keynes (1933, p. 200), économiste et essayiste britannique affirmait ceci : « cependant, ceux qui veulent délivrer leur pays des liens internationaux dans lesquels ils sont pris, devront le faire lentement et prudemment. Il ne s'agit pas de déraciner la plante, mais de l'habituer patiemment à pousser dans une autre direction ».

Pour gagner la guerre et l'après-guerre, il faut faire la part entre l'apport de la science et celui de la culture, mais aussi envisager leur complémentarité. Les préoccupations que nous soulevons ici consistent à montrer que la science ne peut pas être la solution à certaines formes de crises. Le temps de crise est aussi un temps de projection dans l'avenir, c'est-à-dire dans l'après crise. Quand on veut écrire l'histoire, il faut éviter l'aveuglement. Pour écrire l'histoire, la bonne d'un pays, il faut avoir le courage de se sacrifier, de souffrir pour se libérer. L'objectif pour nous consiste à montrer que la crise nous enjoint, d'un point de vue philosophique, de clarifier les sillons qui conduisent à la prise de conscience de l'apodicticité de la crise afin de faire émerger les potentialités en puissance, explicites et implicites de résolutions de l'objet crisogène, mais aussi de cerner sa complexification. La culture est l'*archevium*, la pharmacie de produits curatifs, préventifs, de sédatifs, la matrice des mœurs, de l'axiologie et de la casuistique. Elle est dotée d'une puissance de divergence à l'image du surrationalisme bachelardien. « Ce qui caractérise le Surrationalisme, c'est précisément sa puissance de

divergence, sa puissance de ramification » (G. Bachelard, 1966, p. 86). Cela permet d'éviter l'enlèvement dans le chaos des manifestations des partitions de la crise après la crise.

On n'établit pas un ordre nouveau avec un ordre ancien. Un ordre nouveau doit être nouveau, c'est-à-dire être digne, beau, être la manifestation de l'intégrité, de la bonne gouvernance et vertueuse, il doit maintenir la paix et la stabilité etc. C'est ce qui permet d'éviter le péril de l'ordre nouveau qui consiste à établir un ordre ancien sur la base de slogans de conversion des anciens acteurs. Mais en même temps, cet ordre nouveau ne peut se réaliser exclusivement par l'exclusion des partis politiques ou d'autres couches de la société. Ce serait un ordre nouveau qui aurait semé les germes de son propre sabotage futur. La suspension des partis politiques au Burkina Faso laisse planer le doute sur l'impartialité du président civil qui sera élu quel que soit le temps que cela va prendre. N'est-ce pas un membre du MPSR¹ 2 entretenu en catimini dans un bunker relationnel imprenable ? Il sera considéré comme l'homme ou la femme de l'ombre, préparé dans l'ombre par le pouvoir (militaire ou civil) qui sera à leur solde une fois au pouvoir. Il n'y a pas eu d'égalité ni de vérité dans le jeu. La suspension des partis politiques, loin d'être un mauvais choix et un cul-de-sac, pousse ces derniers à évoluer en s'organisant dans l'espace informel invisible, souvent, de façon inédite et nuisible. Il ne faut pas non plus perdre de vue que « la charge de l'État : faire penser que lui obéir constitue un bien à part entière, en sorte que se rallier à sa cause devient indistinct de son désir propre à se préserver » (J. Stetter, 2015, p. 191), donc de rester au pouvoir. On découvre en fin de compte que l'ordre nouveau tant chanté était sans sincérité, sans vérité, sans dignité, et sans respect. Ce constat peut engendrer d'autres crises après la crise sécuritaire.

Les risques de dérives liés au retour des civils au pouvoir ne sont pas à exclure. Le risque de saboter les acquis du passage des militaires au pouvoir est un danger à éviter après la guerre. Cela va créer un soulèvement d'une partie de la population. Les « pro » et les « anti » vont s'opposer selon leurs avantages et rendre la gouvernance difficile à l'autorité civile, sinon rendre le pays ingouvernable. Un tel climat est favorable aux militaires, puisque c'est l'occasion pour eux de prendre leur responsabilité, c'est-à-dire opérer un coup de force pour revenir aux affaires. C'est une manière pour réunir les conditions du retour des militaires au pouvoir. Toute dérive des civils après leur retour au pouvoir programme inéluctablement d'autres coups d'État. L'excès de coups d'État est source d'instabilité et de paupérisation des populations. La société

¹ Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration rendu public suite au coup d'Etat du 24 janvier 2022. Ce mouvement a gardé la même dénomination après le coup d'Etat du 30 septembre 2022.

doit se construire culturellement afin d'éviter les dérives du désenchantement. Vu sous l'angle de la culture, la société est le lieu où

les hommes doivent s'aider les uns les autres à distinguer le meilleur du pire, et s'encourager à préférer l'un et à éviter l'autre. Ils ne devraient avoir de cesse que de se stimuler mutuellement à exercer leurs plus nobles facultés et à orienter davantage leurs sentiments et leurs desseins vers la sagesse, et non la folie, vers des objets de contemplation édifiants et non dégradants. (J. S. Mill, 199, p. 178).

Nous ne sommes pas à la fin de l'histoire. Avec l'épisode de la crise sécuritaire, nul ne peut dire avec exactitude ce que sera l'avenir, ou encore si les alternatives d'aujourd'hui pourraient garantir un avenir paisible, loin du bellicisme et ses ramifications. La confiance du peuple en ces dirigeants aux affaires aujourd'hui ne doit pas trahir leur espérance d'un avenir meilleur après la crise. Dans un pays en guerre la paix est une urgence, mais il convient de ne pas prolonger les violences après la crise par des mesures prises aujourd'hui. A ce tournant décisif de l'histoire de notre histoire commune en tant que Nation, K. T. Koussé (2019, p. 314) objecte : « chacun est appelé à réfléchir sur ses propres positions et appréhensions de l'homme et de la société afin de les relativiser, de les purifier, de les approfondir, et ainsi, dépasser par le fait même sa propre idéologie et son caractère absolu. ». C'est cet élan que K. T. Koussé (2019, p. 311) appelle « le dépassement de l'idéologisation dolosive de la société ». Dans un pays en quête de renouveau, de souveraineté, une idéologie commune est nécessaire comme phare, énergie et sentinelle.

Conclusion

Toute société moderne confrontée à des difficultés, à des bouleversements a besoin de se donner les moyens pour trouver les solutions congrues et durables. En effet, la crise sécuritaire est l'un des cas parmi tant d'autres. La science, c'est-à-dire la technique, avait pour ambition originelle d'être la solution aux conditions misérabilistes, déshumanisantes de l'être humain. C'est logiquement que placer son apport dans la résolution des crises comme celle de l'insécurité n'est plus à démontrer. La science offre des moyens de guerre pour contenir les assauts des terroristes et leurs complices. Mais, la complexité de la crise nous oblige à aller au-delà des artefacts technoscientifiques. En effet, la crise sécuritaire est une crise à trois dimensions. Premièrement, elle est une crise de l'être et du sens. Elle révèle la précarité de l'être humain, sa faiblesse de tomber dans le mal, de banaliser la mort de soi et d'autrui. Deuxièmement, la crise sécuritaire est une crise économique, de la capacité ou non à satisfaire

ses besoins essentiels, avec ses implications géopolitiques. La dichotomie entre l'offre et la demande révolte lorsqu'une minorité profite et jouit des ressources économiques. Troisièmement, la crise sécuritaire est une crise de la gouvernance, donc du pouvoir, de la gestion de la chose publique. Il y a deux niveaux dans la gouvernance : le niveau domestique, local, et le niveau mondial, c'est-à-dire cosmopolitique, géopolitique. L'organisation sociale domestique fondée sur la mal-gouvernance est inéluctablement une source de crises multiples. Le deuxième niveau touche la souveraineté de chaque État. Le contrechoc crise sécuritaire est la conséquence de l'interférence des facteurs et enjeux géopolitiques, principalement des dissensions et antagonismes entre les grandes puissances, principalement entre le bloc de l'Est et celui de l'Ouest de la guerre froide. La complexité de la crise nous oblige d'aller, avec lucidité, au-delà des apports de la science. Il ne s'agit pas de s'investir uniquement dans des plans de relances économiques pour combler les besoins. Les sociétés ont plus besoin de transformation profonde de l'homme, de la refondation de la société, de l'assainissement de la gouvernance ; c'est ainsi faisant que l'on pourra espérer le renouveau de la société Burkinabè, des pays de l'AES (Alliance des Etats du Sahel), et par ricochet des pays africains. En plus de compter sur l'apport de la science, de la culture, il faut également compter sur l'apport de la réflexion inflexionnelle et l'expertise de la diaspora.

Références bibliographiques

- ATLAN Henri, 1986, *À tort ou à raison ? Intercritique de la science et du mythe*, Paris, Éditions du Seuil.
- BACHELARD Gaston, 1966, *La Philosophie du non*, 4^e édition, Paris, PUF.
- BOULBINA Seloua Luste, 2007, « Ce que postcolonie veut dire : une pensée de la dissidence », *Rue Descartes*, Vol. 4. N°68., Paris, Collège international de philosophie, pp. 8-25.
- BOWAO Charles Zakarie, 2023, « La gesteéthique », In Ghislain Thierry Maguessa Ebome et Emmanuel M. Banywesize (dir.). *CAHIERS EPITEMO-LOGIQUES. N°9. Équivoque et devenir du monde humain au temps de l'intelligence artificielle. Textes réunis en hommage au Professeur Marcel Nguimbi*. Paris, L'Harmattan, pp. 35-60.
- CIAVOLELLA Ricardo et FRESIA Marion, 2009, « Entre démocratisation et coups d'Etat. Hégémonie et subalternité en Mauritanie », *Politique africaine*. Vol. 2. N°144., Paris, Karthala, pp. 5-23.
- CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CSAO), 2005, « La construction de la paix et de la démocratie en Afrique de l'Ouest », Actes du Forum des Partis politiques, des Médias, de la Société civile en Afrique de l'Ouest, Cotonou (Benin), du 28 juin au 1^{er} juillet 2005, Paris, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE.
- DAKONO Baba, 2022, *Du « tout sécuritaire » au dialogue diplomatique : faut-il envisager une stabilité négociée au Sahel ?*, Dakar, Friedrich-Ebert-Stiftung.
- ELLUIN Aymeric et Fontenelle Sébastien, 2021, *Ventes d'armes, une honte française*. Paris, Le Passager Clandestin.
- FISHER Marc, 2022, *Désirs postcapitalistes*, Paris, Audimat Editions.
- FLIPO Fabrice, 2022, *Le développement durable et ses critiques. Vers une transition sociale et écologique*, Paris, Bréal.
- FERGUSON Adam, 1996, *An Essay on the History of Civil Society*, Cambridge, Cambridge University Press.

- GRAS Alain, 2003, *Fragilité de la puissance : se libérer de la puissance technologique*, Paris, Fayard.
- HEIDEGGER Martin, 2001, *Platon : le Sophiste*, Trad. Jean-Francois Courtine, Pascal David, Dominique Pradelle, Philippe Quesne Paris, Gallimard.
- HONNETH Axel, 2010, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.
- KEYNES John Maynard, 1933, « L'autosuffisance nationale », *Keynes* [2002], pp.194-212.
- KEYNES John Maynard (2002). *La pauvreté dans l'abondance*. Paris, Gallimard.
- KI-ZERBO Joseph, 1992, *La natte des autres : Pour un développement endogène en Afrique*, Dakar, CODESRIA.
- KI-ZERBO Joseph, 2008, *Histoire critique de l'Afrique : l'Afrique au Sud du Sahara*, Dakar, Panafricka
- KOUSSE Kizito Tioro, 2019, « Idéologie et crises sociales », *Le Cahier Philosophique d'Afrique. Revue Internationale de Philosophie*, Actes du colloque international de Ouagadougou du 18 au 19 mars 2019 sur le thème : *Philosophie et société en crise*, Numéro spécial 0018, Tome.1. Ouagadougou, Presses Universitaires de Ouagadougou, pp. 301-314.
- KOUSSE Kizito Tioro, 2022, « Langues africaines et injustice cognitive en Afrique », In Bangré Yamba Pitroipa (sous la dir.), Actes du premier colloque international de sociolinguistique du Laboratoire de linguistique (LABOLING/UNZ-Koudougou) tenu les 28, 29 et 30 avril 2021 sur le thème : *Langues, le vivre-ensemble et cohésion sociale en Afrique*, Université Norbert Zongo de Koudougou, Cotonou, LASODYLAREYO, Université d'Abomey-Calavi, Benin, pp. 261-277.
- LAGAVANT Ghislaine Claret de., 2001, *Bioéthique. Méthode et complexité*, Préface d'Edgar Morin, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- MALM Andreas, 2020, *Comment saboter un pipeline ?*, trad. Dobenesque Etienne, Paris, La Fabrique.
- MBEMBE Achille, 2021, *Les nouvelles relations Afrique-France : relever ensemble les défis de demain*, <https://www.elysee.fr/admin/upload/default/0001/11/47114246c489f3eb05ab189634bb1bf832e4ad4e.pdf>, (consulté le 19 / 7 / 2023).
- MILL John Stuart, 1990, *De la liberté*, Trad. L. Lenglet, Paris, Gallimard.
- MONTEVIL Maël STIEGLER Bernard, LONGO Giuseppe et al., 2020, « Anthropocène, exosomatization et néguentropie », *Bifurquer. Il n'y a Pas d'alternative*. pp. 57-80.

- <https://www.editionslesliensquilibrent.fr/livre-Bifurquer-609-1-1-0-1.html> (consulté le 21/4/2023).
- MORIN Edgar, 2019, « Eduquer à la paix pour résister à l'esprit de guerre », *Quaderns de la Mediterrània*, Vol. 28. N°29., pp. 43-45.
- MORIN Edgar, 2023, *De guerre en guerre. De 1914 à l'Ukraine*, Paris, Editions du l'Aube.
- MORIN Edgar, 2023, « La guerre du Bien comporte du Mal en elle », Entretien, Propos recueillis par Michel Djian, Ouest-France, <https://www.ouest-france.fr/politique/entretien-edgar-morin-la-guerre-du-bien-comporte-du-mal-en-elle-09ae4d6e-ad36-11ed-a71b-f0de2f009cfe> (publié le 18/2/2023).
- NGOMA-BINDA Elie P., 2017, « Le modèle philosophique inflexionnel », *NOKOKO*, N°6. Ottawa, Institute of African Studies, Carleton University, pp. 153-179.
- RAVIOT Jean-Robert, 2024, *Le logiciel impérial russe*, Paris, l'Artilleur.
- RENOUVIER Charles, 1904, *Les derniers entretiens*, Recueillis par Louis Prat, Paris, Armand Colin.
- STETTER Jack, 2015, « L'Etat comme âme, le citoyen comme soumis et comme résistant », *Revue de Théologie et de Philosophie*. Vol. 147., Lausanne, Université de Lausanne, pp. 185-205.
- SUKARNO, 2004, « Les objectifs de la conférence de Bandung » (mai 1955), *Le Monde diplomatique*, Numéro spéciale, Manière de voir 74, *50 années qui ont changé notre monde*, <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/74/SUKARNO/56178> (consulté le 17 janvier 2024).
- TERTRAIS Bruno, 2023, *La guerre des mondes. Le retour de la géopolitique et le choc des empires*, Paris, l'Observatoire.
- TERTRAIS Bruno, 2024, *Pax atomica ? Théorie, pratique et limites de la dissuasion*, Paris, Odile Jacob.
- TOBI Youssef, 2020, « Défis sécuritaires dans la zone Sahelosahélienne : le challenge de la mise en adéquation et de la coordination entre réponses internationale et nationale », *Policy Brief, PB 20/74*. Rabat, Policy Center for the New South, pp. 1-6.
- TODD Emmanuel, 2024, *La défaite de l'occident*, Paris, Gallimard.
- WAAST Roland (2002). *L'état des sciences en Afrique. Vue d'ensemble*, Paris, Ministère des Affaires étrangères.